

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

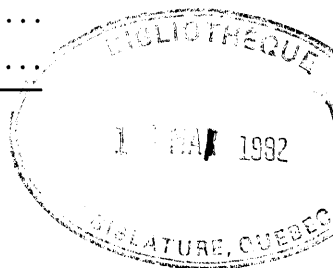
Projet de loi n° 61

Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier le Code des professions et le Code du travail afin d'y inclure une reconnaissance expresse du pouvoir de la Cour supérieure de réviser la décision d'une autorité qui n'avait pas juridiction ou qui a excédé la juridiction que lui attribue l'un ou l'autre de ces codes.

Il contient également une disposition déclaratoire qui a pour effet de préciser que ce pouvoir de révision de la Cour supérieure existe et a toujours existé.

Ce projet vise enfin à empêcher qu'un justiciable concerné par une décision rendue par un comité de discipline, après le 20 octobre 1981, perde son droit d'appel par suite de l'écoulement du délai d'appel prévu à l'article 164 du Code des professions.

Projet de loi n° 61

Loi modifiant le Code des professions et le Code du travail

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 175 du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) est modifié par la suppression du troisième alinéa.

2. L'article 194 de ce code est remplacé par le suivant:

«**194.** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre les personnes visées à l'article 193 agissant en leur qualité officielle.».

3. L'article 195 de ce code est remplacé par le suivant:

«**195.** Sauf sur une question de compétence, l'article 33 du Code de procédure civile ne s'applique pas aux personnes visées à l'article 193 agissant en leur qualité officielle.».

4. L'article 120 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est abrogé.

5. L'article 139 de ce code est remplacé par le suivant:

«**139.** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre un conseil d'arbitrage, un tribunal d'arbitrage, un agent d'accréditation, un commissaire du travail ou le tribunal agissant en leur qualité officielle.».

6. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 139, du suivant:

«**139.1.** Sauf sur une question de compétence, l'article 33 du Code de procédure civile ne s'applique pas aux personnes ni aux organismes visés à l'article 139 agissant en leur qualité officielle. ».

7. L'article 140 de ce code est remplacé par le suivant:

«**140.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref délivré et toute ordonnance ou injonction prononcées à l'encontre des articles 139 et 139.1. ».

8. Un juge du Tribunal des professions peut, sur requête d'une partie concernée par une décision rendue par un comité de discipline entre le 20 octobre 1981 et le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), prolonger le délai prévu au premier alinéa de l'article 164 du Code des professions.

9. La présente loi est déclaratoire.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.